

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION**

F. 96 — 1918

[S - C - 29289]

**25 JUILLET 1996. — Décret relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles  
organisées ou subventionnées par la Communauté française (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**CHAPITRE 1er. — Champ d'application**

**Article 1er.** Le présent décret s'applique aux membres des catégories du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française et aux membres subsidiés des catégories du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles subventionnées par la Communauté française ainsi qu'aux membres de la catégorie du personnel administratif des Hautes Ecoles.

Les professeurs de religion ne sont pas régis par le présent décret.

**CHAPITRE II. — Définitions**

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1. Le Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française;
2. Le Décret : le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles;
3. Arrêté royal du 22 mars 1969 : arrêté royal fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel qu'il a été modifié.
4. Décret du 1er février 1993 : décret fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, tel qu'il a été modifié.
5. Décret du 6 juin 1994 : décret fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, tel qu'il a été modifié.
6. Haute Ecole : Haute Ecole visée à l'article 1er, 1<sup>er</sup>, du décret.
7. Haute Ecole de la Communauté française : Haute Ecole organisée par la Communauté française.
8. Haute Ecole officielle subventionnée : Haute Ecole relevant du réseau officiel subventionné et créée par une commune, une province, la Commission communautaire française ou une personne morale de droit public.
9. Haute Ecole libre subventionnée : Haute Ecole relevant du réseau libre subventionné et créée sous la forme d'une personne morale de droit privé.
10. Pouvoir organisateur : Pouvoir organisateur d'un établissement d'enseignement tel que défini à l'article 2 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.
11. Emploi organique : un emploi organisé ou subventionné dans le respect des normes décrétales et réglementaires.

**CHAPITRE III. — Du personnel directeur et enseignant**

**Section 1er. — Dispositions générales**

**Art. 3.** Pour l'application du présent décret, les titres de capacité des membres du personnel peuvent être des diplômes, certificats et années d'expérience utile conformément à la législation en vigueur.

Toutefois, le Gouvernement peut, sur avis favorable du Conseil général des Hautes Ecoles, accepter qu'une notoriété professionnelle ou scientifique en relation avec la fonction à conférer tienne lieu, à titre personnel, de titre de capacité.

Pour l'enseignement de certaines matières qu'il fixe ou pour l'exercice de certaines fonctions qu'il précise, le Gouvernement peut, après avis du Conseil général des Hautes Ecoles :

- a) préciser la spécificité de certains titres;
- b) admettre d'autres titres.

**Art. 4.** L'expérience utile est constituée par les services accomplis soit dans l'enseignement, soit dans un autre service des secteurs privé ou public, soit dans un métier ou une profession.

Le Gouvernement décide si l'expérience utile contribue à assurer la formation requise pour la fonction à conférer et détermine les règles suivant lesquelles l'expérience utile est prouvée.

*Session 1995-1996 (1)*

*Documents du Conseil. — N° 94 - n° 1. — Projet de décret, n° 2 à 8, 10 et 11. — Amendements, n° 9. — Rapport, n° 12. — Avis du Conseil d'Etat.*

*Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séance du 19 juillet. — Adoption. Séance du 25 juillet.*

**Art. 5.** Les fonctions que peuvent exercer les membres du personnel directeur et enseignant des Hautes Ecoles sont, ci-après, déterminées et classées en fonctions de rang 1, de rang 2 et en fonctions électives :

**A. Fonctions de rang 1 :**

1. Maître de formation pratique;
2. Maître assistant;
3. Chargé de cours.

**B. Fonctions de rang 2 :**

1. Maître principal de formation pratique;
2. Chef de travaux;
3. Professeur;
4. Chef de bureau d'études.

**C. Fonctions électives :**

1. Directeur de catégorie;
2. Directeur-président.

**Art. 6.** Les fonctions sont à prestations complètes ou à prestations incomplètes dans le respect de l'article 4 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du ministère de l'Instruction publique.

Les emplois organiques sont exercés soit en fonction principale soit en fonction accessoire dans le respect de l'article 5 du même arrêté.

**Art. 7. § 1er.** Le Gouvernement arrête les charges hebdomadaires à prestations complètes des maîtres de formation pratique, maîtres assistants, chargés de cours, maîtres principaux de formation pratique, chefs de travaux et professeurs. La charge minimum est de 24 heures/semaine et la charge maximum de 39 heures/semaine.

Les prestations visées à l'alinéa 1er s'effectuent au profit de la Haute Ecole et pas nécessairement au sein de celle-ci. Elles recouvrent notamment, et selon le cas : les heures de cours, données à des groupes d'étudiants; les préparations de cours théoriques, les corrections, les séances d'application, les travaux pratiques, les activités didactiques et autres activités figurant au programme d'études; la supervision de stages prévus au programme d'études; les examens et les délibérations; la formation continue du membre du personnel; la recherche appliquée; la participation aux réunions pédagogiques et la participation aux différents Conseils; les programmes de remédiation, les activités de tutorat et l'encadrement des mémoires ou autres travaux.

La charge des membres du personnel visés à l'alinéa 1er est divisible en dixièmes d'une fonction à prestations complètes, à l'exception de celle de professeur, qui est complète et indivisible.

Les heures de prestations du chef de bureau d'études, du directeur de catégorie et du directeur-président couvrent au moins les heures d'ouverture de la Haute Ecole.

Les charges de chef de bureau d'études, de directeur de catégorie et de directeur-président sont complètes et indivisibles.

§ 2. Le maître de formation pratique et le maître principal de formation pratique prestent au plus 750 heures/année de cours.

Le maître assistant preste au plus 480 heures/année de cours.

Le chargé de cours preste au plus 420 heures/année de cours.

Le chef de travaux preste au plus 360 heures/année de cours.

Le professeur preste au plus 360 heures/année de cours.

**Section 2. — De la désignation ou de l'engagement à titre temporaire, de la nomination ou de l'engagement à titre définitif et du changement de fonctions**

**Sous-section 1er. — Dispositions générales**

**Art. 8.** Le Pouvoir organisateur détermine tout emploi vacant auquel il souhaite pourvoir dans la ou les Hautes Ecoles qu'il organise.

La désignation ou l'engagement à titre temporaire ne peuvent se faire qu'après appel publié au *Moniteur belge*.

**Art. 9.** Par emploi vacant, il faut entendre tout emploi organique qui n'est pas attribué à un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif.

La publication prévue à l'article 8 comporte les caractéristiques de l'emploi concerné : la fonction telle que mentionnée à l'article 5 et la charge telle que prévue à l'article 7 sont détaillées avec précision dans le respect de la réglementation sur les titres de capacité et la spécificité de ceux-ci.

**Sous-section 2. — De la désignation ou de l'engagement à titre temporaire**

**Art. 10.** Les désignations ou engagements à titre temporaire sont effectués par le Pouvoir organisateur. Ils se font d'abord pour une durée déterminée, d'une année académique maximum. Cette désignation ou cet engagement à durée déterminée est reconductible pour une année académique maximum.

A l'issue de la désignation ou de l'engagement ou des désignations ou des engagements visés à l'alinéa 1er, le membre du personnel qui fait l'objet d'une nouvelle désignation ou d'un nouvel engagement est désigné ou engagé pour une durée indéterminée.

La désignation ou l'engagement pour une durée indéterminée ne peuvent toutefois avoir lieu que si la durée cumulée des désignations ou engagements à durée déterminée est d'une année académique minimum.

**Art. 11.** Nul ne peut être désigné ou engagé à titre temporaire s'il ne remplit les conditions suivantes au moment de la désignation ou de l'engagement à titre temporaire :

1° être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° être porteur d'un des titres de capacité pour la fonction à conférer, dans le respect de la réglementation en vigueur;

4° remettre, lors de l'entrée en fonction, un certificat médical, daté de moins de six mois, attestant que le candidat se trouve dans des conditions de santé telles qu'il ne puisse mettre en danger celle des étudiants et des autres membres du personnel;

5° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

6° être de conduite irréprochable;

7° satisfaire aux lois sur la milice.

Lors de sa première désignation ou de son premier engagement à titre temporaire dans l'enseignement, le membre du personnel prête serment suivant les règles fixées par le Gouvernement en exécution de l'article 28, 5°, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

#### Sous-section 3. — De la nomination ou de l'engagement à titre définitif et du changement de fonction

**Art. 12. § 1er.** Nul ne peut être nommé ou engagé à titre définitif à une fonction de rang 1 par le pouvoir organisateur s'il ne remplit les conditions suivantes au moment de la nomination ou de l'engagement à titre définitif :

1° être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° être porteur d'un des titres de capacité pour la fonction à conférer, dans le respect de la réglementation en vigueur;

4° posséder les aptitudes physiques requises contrôlées par le Service de santé administratif;

5° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

6° être de conduite irréprochable;

7° satisfaire aux lois sur la milice;

8° satisfaire aux dispositions de l'article 10, § 7, de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur;

9° avoir été désigné ou engagé, à titre temporaire, pour une durée indéterminée;

10° occuper cet emploi en fonction principale.

§ 2. Le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif à la fonction de maître assistant peut être nommé ou engagé à titre définitif à la fonction de chargé de cours et, sur base volontaire, inversement.

**Art. 13. § 1er.** Nul ne peut être nommé à titre définitif à une fonction de rang 2 par le Pouvoir organisateur s'il ne satisfait aux conditions suivantes au moment de la nomination ou de l'engagement à titre définitif :

1. Pour la fonction de maître principal de formation pratique :

a) être nommé ou engagé à titre définitif dans la fonction de maître de formation pratique;

b) avoir exercé cette fonction pendant quatre années au moins à partir de la nomination ou de l'engagement à titre définitif.

2. Pour la fonction de chef de travaux :

a) être nommé ou engagé à titre définitif dans la fonction de maître assistant,

b) avoir exercé cette fonction pendant quatre années au moins à partir de la nomination ou de l'engagement à titre définitif.

3. Pour la fonction de professeur et chef de bureau d'études :

a) être nommé ou engagé à titre définitif dans la fonction de chargé de cours,

b) avoir exercé cette fonction pendant quatre années au moins à partir de la nomination ou de l'engagement à titre définitif.

§ 2. Le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif dans la fonction de professeur peut être nommé ou engagé à titre définitif à la fonction de chef de bureau d'études et, sur base volontaire, inversement.

§ 3. Le Pouvoir organisateur est tenu de communiquer les emplois vacants des fonctions de rang 2 aux membres de son personnel nommés ou engagés à titre définitif dans une fonction de rang 1.

**Art. 14.** Le Gouvernement détermine le mode de calcul de l'ancienneté visée à l'article 13.

#### Section 3. — Des fonctions électives

**Art. 15.** Le Pouvoir organisateur ne peut désigner ou nommer à une fonction élective de Directeur-Président ou de Directeur de catégorie, un candidat qui ne satisfait pas à une des conditions suivantes :

1° être nommé ou engagé, à titre définitif, dans une ou plusieurs des fonctions suivantes : maître assistant, chargé de cours, chef de travaux, professeur, chef de bureau d'études;

2° avoir exercé pendant dix ans au moins une ou plusieurs des fonctions reprises au 1°. Les deux dernières années doivent avoir été accomplies dans une Haute Ecole dépendant du Pouvoir organisateur auprès duquel l'emploi est à pourvoir;

3° avoir été désigné selon le cas par le Gouvernement ou le Pouvoir organisateur qui le choisit sur une liste de trois candidats proposés par le Collège de direction pour le Directeur-Président et avoir été selon le cas désigné par le Gouvernement ou nommé par le Pouvoir organisateur qui le choisit sur une liste de trois candidats proposés par l'ensemble du personnel enseignant de la catégorie d'études concernée pour le directeur de catégorie.

**Art. 16.** Le Gouvernement détermine le mode de calcul de l'ancienneté visée à l'article 15, 2°.

#### Section 4. — Des positions administratives et des positions de service

##### Sous-section 1er. — Dispositions générales

**Art. 17.** Le membre du personnel est totalement ou partiellement dans une des positions administratives ou de service suivantes :

1° en activité de service;

2° en non-activité;

3° en disponibilité.

## Sous-section 2. — De l'activité de service

**Art. 18.** Le membre du personnel est toujours censé être en activité de service sauf disposition formelle le plaçant dans une autre position administrative ou de service.

**Art. 19.** Le membre du personnel en activité de service a droit selon le cas au traitement ou à une subvention-traitement et à l'avancement de traitement.

**Art. 20.** Le Gouvernement fixe le régime des vacances du personnel des Hautes Ecoles.

Les membres du personnel ont droit à un minimum de neuf semaines de vacances par année académique.

## Sous-section 3. — De la non-activité

**Art. 21.** Le membre du personnel est dans la position de non-activité :

a) lorsque, aux conditions fixées par le Gouvernement, il accomplit en temps de paix, certaines prestations militaires ou est affecté à la protection civile ou à des tâches d'utilité publique en application de la loi portant le statut des objecteurs de conscience;

b) lorsque, dans les Hautes Ecoles de la Communauté française, il est frappé de la sanction de suspension disciplinaire ou de la sanction de mise en non-activité disciplinaire;

c) lorsque, dans les Hautes Ecoles libres subventionnées, il est frappé de la sanction de la suspension par mesure disciplinaire ou lorsqu'il a été suspendu préventivement;

d) lorsque, dans les Hautes Ecoles officielles subventionnées, il est frappé d'une des sanctions disciplinaires analogues à celles visées au b);

e) lorsque, pour des raisons familiales, il est autorisé par son Pouvoir organisateur à s'absenter pour une période de longue durée.

**Art. 22.** Le membre du personnel qui est dans la position de non-activité n'a pas droit au traitement ou à une subvention-traitement, sauf disposition formelle contraire. S'il se trouve en position de non-activité en raison des dispositions prévues à l'article 21, b), c) et d), il ne peut faire valoir ses titres à un avancement de rang, ni à une fonction élective.

**Art. 23.** Nul ne peut être mis ou maintenu en non-activité après la fin du mois où il atteint l'âge de soixante ans s'il compte trente années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension.

## Sous-section 4. — De la disponibilité

**Art. 24.** Le membre du personnel peut être mis en position de disponibilité aux conditions fixées par le Gouvernement :

a) par défaut d'emploi;

b) pour mission spéciale;

c) pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'incapacité définitive au service, mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie ou infirmité;

d) pour convenances personnelles;

e) pour convenances personnelles précédant la pension de retraite.

**Art. 25.** Nul ne peut être mis ou maintenu en disponibilité après la fin du mois où il atteint l'âge de soixante ans s'il compte trente années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension.

La disposition de l'alinéa 1er ne s'applique pas aux membres du personnel mis en disponibilité pour mission spéciale.

**Art. 26.** Des traitements ou subventions-traitements peuvent être alloués aux membres du personnel mis en disponibilité. Ces traitements ou subventions-traitements d'attente, les allocations et indemnités qui sont éventuellement allouées à ces membres du personnel sont soumis au régime de mobilité applicable aux rétributions des membres du personnel en activité de service.

**Art. 27. § 1er.** Lorsqu'un membre du personnel n'accomplit plus, au sein de la Haute Ecole, un nombre d'heures équivalent à celui qu'il prestait au moment de sa nomination ou de son engagement à titre définitif, il est déclaré en perte partielle de charge.

Le membre du personnel en perte partielle de charge reste à la disposition de la Haute Ecole jusqu'à concurrence du nombre d'heures correspondant aux prestations qu'il exerçait avant d'être déclaré en perte partielle de charge.

Il conserve le bénéfice de son traitement ou de sa subvention-traitement et peut faire valoir ses titres à un avancement de rang ainsi qu'à une fonction élective.

§ 2. Dans le respect des articles 57 et 58, lorsqu'est supprimé l'emploi d'un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif, celui-ci est mis en disponibilité par défaut d'emploi.

Le membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi reste à la disposition de la Haute Ecole, pour l'une ou l'autre des missions définies à l'article 7, § 1er

Il bénéficie d'un traitement ou d'une subvention-traitement d'attente égal à son dernier traitement ou à sa dernière subvention-traitement d'activité et peut faire valoir ses titres à un avancement de rang ainsi qu'à une fonction élective pendant deux années académiques.

A partir de la troisième année académique, le traitement ou subvention-traitement d'attente est réduit chaque année de 10 p.c. sans qu'il puisse être inférieur à autant de fois un trentième du traitement que le membre du personnel compte d'années de service à la date de sa mise en disponibilité.

Cette décision ne peut avoir pour effet de ramener le traitement ou la subvention-traitement d'attente à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auxquelles le membre du personnel concerné aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

§ 3. Le membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi reste à disposition de la Haute Ecole jusqu'à concurrence du nombre d'heures correspondant aux prestations qu'il exerçait avant d'être mis en disponibilité.

L'exercice des tâches que lui confie la Haute Ecole ne peut toutefois aboutir à maintenir l'emploi de la fonction supprimée.

Par ailleurs, lorsque le traitement ou la subvention-traitement d'attente du membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi est réduit à un certain pourcentage, le nombre d'heures de prestations est réduit à due concurrence.

§ 4. Le membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi reste cependant candidat à un changement d'affectation provisoire dans un emploi vacant d'une Haute Ecole du même Pouvoir organisateur, ensuite au sein du même réseau et enfin dans une Haute Ecole d'un autre réseau.

Le changement d'affectation provisoire ne peut toutefois se faire qu'avec l'accord des Pouvoirs organisateurs des deux Hautes Ecoles concernées. Le changement d'affectation provisoire suspend la disponibilité par défaut d'emploi.

Après une année académique dans la nouvelle Haute Ecole, le Pouvoir organisateur de celle-ci peut rendre le changement d'affectation définitif. Dans le cas contraire, le membre du personnel concerné réintègre la Haute Ecole où il a été mis en disponibilité par défaut d'emploi.

§ 5. Chaque année, les Hautes Ecoles communiquent au Gouvernement la liste des membres du personnel en disponibilité par défaut d'emploi en précisant ceux qui sont candidats à un changement d'affectation pour l'année académique suivante.

Le Gouvernement communique aux différents Pouvoirs organisateurs la liste visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

#### CHAPITRE IV. — Du personnel auxiliaire d'éducation

Art. 28. A partir de l'année académique 1996-1997, sans préjudice des dispositions prévues au chapitre II de l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, aucun emploi de la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation tel que défini à l'article 7 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen technique, artistique et supérieur non-universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, ne peut donner lieu à une désignation ou à un engagement à titre temporaire.

Les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif dans l'une des fonctions mentionnées à l'alinéa 1<sup>er</sup> conservent le bénéfice de leur nomination ou de leur engagement à titre définitif ainsi que l'avancement pécuniaire et les revalorisations barémiques.

Art. 29. Dans les établissements d'enseignement supérieur de type court qui organisaient également de l'enseignement secondaire, les membres du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif nommés ou engagés à titre définitif à la date du 1<sup>er</sup> mars 1996 sont réputés être nommés ou engagés à titre définitif dans l'établissement d'enseignement supérieur, dans la limite du nombre d'emplois visés à l'alinéa 2.

Le nombre d'emplois est déterminé suivant l'article 3 de l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur, à l'exception de l'enseignement universitaire, sur base de la population exclusive d'étudiants de l'enseignement supérieur, lissée sur les trois années précédentes en prenant le 1<sup>er</sup> février 1994 comme date de référence.

Lorsque le nombre de membres du personnel visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> est supérieur au nombre d'emplois disponibles, selon le calcul défini à l'alinéa 2, l'ancienneté de service détermine la dévolution de ces dits emplois.

Art. 30. Pendant la durée de leur activité au sein des Hautes Ecoles, ils sont soumis aux dispositions des articles 17 à 27.

Art. 31. Ils peuvent prétendre à un changement d'affectation vers l'enseignement secondaire aux conditions de l'article 48 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 et de l'article 29 du décret du 6 juin 1994, ou à une mutation vers l'enseignement secondaire aux conditions de l'article 41 du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 et de l'article 29 du décret du 6 juin 1994.

#### CHAPITRE V. — Du personnel administratif

Art. 32. Par rapport aux fonctions de la catégorie du personnel administratif visée dans l'arrêté royal du 29 août 1966 déterminant et classant les fonctions du personnel administratif des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, le Gouvernement peut définir de nouvelles fonctions ayant trait à la gestion administrative et à la gestion comptable des Hautes Ecoles.

Ces fonctions sont fixées conformément aux grades de l'annexe II de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 avril 1995 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française. Les traitements sont fixés conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 avril 1995 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

#### CHAPITRE VI. — Dispositions modificatives, abrogatoires, transitoires et finales

##### Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions modificatives et abrogatoires

Art. 33. Par fonctions de recrutement, de sélection et de promotion telles que visées dans l'arrêté royal du 22 mars 1969, le décret du 1<sup>er</sup> février 1993 et le décret du 6 juin 1994 ainsi que dans leurs arrêtés d'application et dans l'arrêté royal du 13 juin 1976 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical de l'enseignement de l'Etat désignés provisoirement à une fonction de sélection ou à une fonction de promotion, il y a lieu, pour les membres du personnel directeur et enseignant des Hautes Ecoles, d'entendre respectivement : fonctions de rang 1, de rang 2 et fonctions électives telles que visées à l'article 5 du présent décret.

Art. 34. Par "assistant" tel que visé dans l'article 10 de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements et dans l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1<sup>er</sup> avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, il y a lieu d'entendre : "maître-assistant".

**Art. 35.** La loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, telle qu'elle a été modifiée, n'est pas applicable aux catégories du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles à l'exception des articles 1er, 6 et 8.

**Art. 36.** L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel qu'il a été modifié, n'est pas applicable à la catégorie du personnel directeur et enseignant des Hautes Ecoles.

**Art. 37.** Sans préjudice de l'article 31, l'arrêté royal du 22 mars 1969 tel qu'il a été modifié n'est pas applicable aux catégories du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles de la Communauté française, à l'exception des articles 1 à 3; du chapitre II; du chapitre III, section 2, articles 18 à 29bis; des articles 30 à 44; de l'article 51; des chapitres V; VI; de l'article 93; du chapitre VIII, section 4; des chapitres IX; IXbis; X, articles 160 et 164 c), d) et e); 167, § 2, et du chapitre XI.

Les membres du personnel de l'enseignement supérieur de type long au sein des Hautes Ecoles sont régis par les dispositions visées à l'alinéa 1er.

**Art. 38.** L'article 10 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements tel qu'il a été modifié, est applicable aux Hautes Ecoles moyennant les modifications suivantes :

- le "1. professeur de cours généraux" est remplacé par la disposition suivante : "1. maître assistant (cours généraux)";
- le "2. professeur de psychologie, de pédagogie et méthodologie" est remplacé par la disposition suivante : "2. maître assistant (cours de psychologie, de pédagogie et méthodologie)";
- le "3. professeur de morale" est remplacé par la disposition suivante : "3. maître assistant (cours de morale)";
- le "4. professeur de cours spéciaux (spécialité éducation physique)" est remplacé par la disposition suivante : "4. maître assistant (cours d'éducation physique)";
- le "5. professeur de cours spéciaux (spécialité dessin et éducation plastique)" est remplacé par la disposition suivante : "5. maître assistant (cours de dessin et d'éducation plastique)";
- le "6. professeur de cours spéciaux (spécialité musique et éducation musicale)" est remplacé par la disposition suivante : "6. maître assistant (cours de musique et d'éducation musicale)";
- le "7. professeur de cours spéciaux (spécialité travail manuel)" est remplacé par la disposition suivante : "7. maître de formation pratique (cours de travail manuel)";
- le "8. professeur de cours spéciaux (spécialité sténodactylographie)" est remplacé par la disposition suivante : "8. maître de formation pratique (cours de sténodactylographie)";
- le "9. professeur de cours techniques (spécialité coupe-couture)" est remplacé par la disposition suivante : "9. maître de formation pratique (cours de coupe-couture)";
- le "10. professeur de cours techniques (spécialité économie domestique)" est remplacé par la disposition suivante : "10. maître de formation pratique (cours d'économie domestique)";
- le "11. professeur de cours techniques (autres spécialités)" est remplacé par la disposition suivante : "11. maître assistant (cours techniques)";
- le "12. professeur de pratique professionnelle (spécialité coupe et couture)" est remplacé par la disposition suivante : "12. maître de formation pratique (cours de coupe et couture)";
- le "13. professeur de pratique professionnelle (spécialité économie domestique)" est remplacé par la disposition suivante : "13. maître de formation pratique (cours d'économie domestique)";
- le "14. professeur de pratique professionnelle (autres spécialités)" est remplacé par la disposition suivante : "14. maître de formation pratique";
- le "15. professeur de cours techniques et de pratique professionnelle (spécialité coupe et couture)" est remplacé par la disposition suivante : "15. maître de formation pratique (cours de coupe et couture)";
- le "16. professeur de cours techniques et de pratique professionnelle (spécialité économie domestique)" est remplacé par la disposition suivante : "16. maître de formation pratique (cours d'économie domestique)";
- le "17. professeur de cours techniques et de pratique professionnelle (autres spécialités)" est remplacé par la disposition suivante : "17. maître de formation pratique";
- le "18. professeur de cours artistiques" est remplacé par la disposition suivante : "18. maître de formation pratique (cours artistiques)".

Le chapitre IIbis de ce même arrêté n'est pas applicable aux Hautes Ecoles.

**Art. 39.** Dans l'article 1er de l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux dans les écoles normales gardiennes dont la langue de l'enseignement est la langue française, les mots "de professeur de cours généraux" sont remplacés par "de maître assistant (cours généraux)".

Dans l'intitulé de ce même arrêté, les mots "de professeur de cours généraux" sont remplacés par "de maître assistant (cours généraux)".

**Art. 40.** Dans l'article 1er de l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux dans les écoles normales primaires dont la langue de l'enseignement est la langue française, les mots "de professeur de cours généraux" sont remplacés par "de maître assistant (cours généraux)".

Dans l'intitulé de ce même arrêté, les mots "de professeur de cours généraux" sont remplacés par "de maître assistant (cours généraux)".

**Art. 41.** L'article 1er de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements de l'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection tel qu'il a été modifié, n'est pas applicable aux Hautes Ecoles.

**Art. 42.** L'article 1er de l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat tel qu'il a été modifié, n'est pas applicable aux Hautes Ecoles.

**Art. 43.** L'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation des établissements d'enseignement de l'Etat n'est pas applicable aux Hautes Ecoles.

**Art. 44.** L'article 1er de l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements tel qu'il a été modifié, est applicable aux Hautes Ecoles moyennant les modifications suivantes :

— à l'alinéa 7 de la deuxième colonne, les mots "maître assistant (cours de morale)" sont insérés entre "du degré supérieur et" et "dans l'enseignement supérieur non universitaire".

— à l'alinéa 9 de la deuxième colonne, les mots "professeur de cours généraux" sont remplacés par "maître assistant (cours généraux)", les mots "(fonctions de recrutement et fonctions de sélection)" sont remplacés par "(fonctions de rang 1 et fonctions de rang 2)", les mots "sous-directeurs et directeurs dans l'enseignement supérieur non universitaire des 1er et 2e degrés" sont remplacés par "Directeur de catégorie et Directeur-Président".

— à l'alinéa 10 de la deuxième colonne, les mots "professeur de cours spéciaux dans l'enseignement supérieur non universitaire" sont remplacés par "maître assistant (cours spéciaux) dans l'enseignement supérieur non universitaire", les mots "sous-directeur et directeur dans l'enseignement supérieur non universitaire des 1er et 2e degrés" sont remplacés par "Directeur de catégorie et Directeur-Président".

— à l'alinéa 11 de la deuxième colonne, les mots "professeur de psychologie, de pédagogie et de méthodologie dans l'enseignement supérieur (non universitaire)" sont remplacés par "maître assistant (cours de psychologie, de pédagogie et de méthodologie) de l'enseignement supérieur (non universitaire)", les mots "sous-directeur et directeur dans l'enseignement supérieur (non universitaire)" sont remplacés par "Directeur de catégorie et Directeur-Président".

**Art. 45.** Le chapitre E de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1<sup>er</sup> avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement chargé de la correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat tel qu'il a été modifié, est applicable aux Hautes Ecoles moyennant la modification suivante : les intitulés des fonctions figurant ci-après en colonne de gauche sont remplacés par les intitulés repris en colonne de droite :

Professeur de cours généraux	maître assistant (cours généraux);
Professeur de morale	maître assistant (cours de morale);
Professeur de psychologie, de pédagogie et de méthodologie	maître assistant (cours de psychologie, de pédagogie et de méthodologie);
Professeur de cours techniques	maître assistant (cours techniques);
Professeur de cours spéciaux (éducation physique)	maître assistant (cours d'éducation physique);
Professeur de cours spéciaux (dessin et éducation plastique)	maître assistant (dessin et éducation plastique);
Professeur de cours spéciaux (musique et éducation musicale)	maître assistant (musique et éducation musicale);
Professeur de cours spéciaux (sténodactylographie)	maître de formation pratique (sténodactylographie);
Professeur de cours techniques et de pratique professionnelle	maître de formation pratique;
Professeur de pratique professionnelle	maître de formation pratique.

**Art. 46.** L'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les règles selon lesquelles est fixée la composition des jurys de promotion prévus par l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel qu'il a été modifié, n'est pas applicable aux Hautes Ecoles.

**Art. 47.** L'arrêté ministériel du 30 septembre 1969 fixant le modèle du rapport sur la manière de servir des stagiaires prévu à l'article 48 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements n'est pas applicable aux Hautes Ecoles.

**Art. 48.** L'article 10 de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur telle qu'elle a été modifiée, n'est pas applicable à la catégorie du personnel directeur des Hautes Ecoles.

**Art. 49.** L'arrêté royal du 23 novembre 1970 fixant les attributions des proviseurs et des sous-directeurs des établissements d'enseignement de l'Etat n'est pas applicable aux Hautes Ecoles.

**Art. 50.** Les chapitres premier et II de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements tel qu'il a été modifié, ne sont pas applicables aux Hautes Ecoles, à l'exception des articles 3bis et 3quater à 3septies.



**Art. 51.** L'arrêté royal du 27 juillet 1976 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement subventionné, tel qu'il a été modifié, n'est pas applicable aux Hautes Ecoles.

**Art. 52.** Les articles 4 et 5 de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux tel qu'il a été modifié, ne sont pas applicables aux Hautes Ecoles.

**Art. 53.** L'article 29 de l'arrêté royal n° 460 du 17 septembre 1986 établissant les plans de rationalisation et de programmation de l'enseignement supérieur de type court et modifiant la législation relative à l'organisation de l'enseignement supérieur de type long est abrogé.

**Art. 54.** Sans préjudice de l'article 31, le décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné n'est pas applicable aux catégories du personnel directeur et enseignant, et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles libres subventionnées, à l'exception des articles 1er; 2; 3, § 4, 5 et 6; 4 à 8; du chapitre II; de l'article 30, § 3; des articles 31 à 39; 42; 47; du chapitre VI; de l'article 67; des chapitres VIII, IX, X, du titre II et de l'article 110, alinéa 2.

Les membres du personnel de l'enseignement supérieur de type long au sein des Hautes Ecoles sont régis par les dispositions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> à l'exception des articles 34 et 35.

**Art. 55.** L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 17 février 1993 pris en exécution de l'article 79 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements de l'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements n'est pas applicable aux Hautes Ecoles.

**Art. 56.** Sans préjudice de l'article 31, le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné n'est pas applicable aux catégories du personnel directeur et enseignant, et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles officielles subventionnées, à l'exception des articles 1er, 1<sup>er</sup>; 2; 3; 4, 2<sup>o</sup>, alinéa 2, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>; du chapitre II; des articles 20 à 27bis; 30; 34; 55; des chapitres VII; VIII; IX; X; XII et XIII.

Les membres du personnel de l'enseignement supérieur de type long au sein des Hautes Ecoles sont régis par les dispositions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 57.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, supérieur de type court et artistique officiels subventionnés n'est pas applicable aux Hautes Ecoles, à l'exception des articles 1er; 2, §§ 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 8; 5, §§ 1<sup>er</sup>, 2, 6; 7.

Les membres du personnel de l'enseignement supérieur de type long au sein des Hautes Ecoles sont régis par les dispositions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 58.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, supérieur de type court et artistique libres subventionnés n'est pas applicable aux Hautes Ecoles, à l'exception des articles 1er; 2 §§ 1<sup>er</sup>, 2; 3 § 2; 5; 9; 10.

Les membres du personnel de l'enseignement supérieur de type long au sein des Hautes Ecoles sont régis par les dispositions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

#### Section 2. — Dispositions transitoires

**Art. 59.** Les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif au plus tard le 1er juillet 1997 qui se sont portés candidats à une désignation ou un engagement à titre temporaire dans l'une des fonctions suivantes : professeur de cours généraux, professeur de psychologie, de pédagogie et méthodologie, professeur de morale, professeur de cours spéciaux, professeur de cours techniques, professeur de cours techniques et de pratique professionnelle, professeur de cours artistiques sont réputés nommés ou engagés à titre définitif à la nouvelle fonction correspondante mentionnée à l'article 38.

**Art. 60.** Aussi longtemps que l'arrêté visé à l'article 20, alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas pris par le Gouvernement, le chapitre 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements reste d'application.

**Art. 61.** A titre transitoire, les dispositions prévues respectivement aux articles 39 à 45 de l'arrêté royal du 22 mars 1969, aux articles 43; 45 à 47 du décret du 1er février 1993 et aux articles 31; 33 à 36 du décret du 6 juin 1994 pourront donner lieu à des nominations ou engagements à titre définitif au plus tard le 1er juillet 1997 dans les Hautes Ecoles de la Communauté française, le 1er octobre 1996 dans les Hautes Ecoles libres subventionnées et le 1er novembre 1996 dans les Hautes Ecoles officielles subventionnées.

**Art. 62.** Le Gouvernement de la Communauté française fixe la date et les conditions auxquelles peuvent être nommés à titre définitif en fonction principale les membres du personnel qui occupent un emploi de directeur, sous-directeur, secrétaire de direction et éducateur économiste dans un établissement d'enseignement supérieur de type court de la Communauté française.

— Pour fixer les conditions de nomination visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Gouvernement peut déroger, à titre exceptionnel dans l'enseignement supérieur de type court organisé par la Communauté française :

— aux articles 1<sup>er</sup>, 4 et 5 de la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat;

— aux dispositions du chapitre 5 de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur;

— aux articles 78, 80, 86 à 91, 92 et 97, 5<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements ainsi qu'aux arrêtés pris en exécution de celui-ci.



**Art. 63.** Pour les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif avant l'entrée en vigueur du présent décret et visés à l'article 27, § 1er, le Gouvernement peut autoriser un changement d'affectation tel que défini au § 4 du même article, et ce pour des raisons exceptionnelles.

**Art. 64.** Par dérogation à l'article 7, les membres du personnel désignés ou engagés à titre temporaire et nommés ou engagés à titre définitif au plus tard le 30 juin 1996 dans la fonction de professeur de cours spéciaux telle que visée à l'article 10, 8°, de l'arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements prestent au plus 480 heures/année de cours.

**Art. 65.** Par dérogation à l'article 28, les bibliothécaires nommés ou engagés à titre définitif dans l'enseignement supérieur au plus tard le 1er septembre 1996, exercent, à cette date :

- la fonction de maître assistant pour ceux qui sont porteurs d'un titre de niveau supérieur du deuxième ou troisième degré;
- la fonction de maître de formation pratique pour ceux qui ne sont pas porteurs d'un titre de niveau supérieur du deuxième ou troisième degré.

Ils sont principalement chargés de la responsabilité du centre de documentation.

#### Section 3. — Dispositions finales

**Art. 66.** Le Gouvernement peut coordonner les dispositions législatives, décrétales et réglementaires relatives à l'enseignement supérieur organisé au sein des Hautes Ecoles ainsi que les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où cette coordination sera établie.

A cette fin, il peut :

- 1° modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner, sous d'autres divisions;
- 2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;
- 3° modifier la rédaction des dispositions à coordonner, en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie, sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions.

La coordination portera l'intitulé suivant :

"Décret relatif à l'enseignement supérieur organisé au sein des Hautes Ecoles, coordonné le ..."

**Art. 67.** Le présent décret entre en vigueur le 1er septembre 1996, à l'exception des articles 10, 11, 12, 13 et 14 qui entrent en vigueur le 1er septembre 1997 et de l'article 62 qui produit ses effets le 15 juin 1996.

Pronulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 juillet 1996.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,  
chargée de l'Éducation, de l'Audiotvisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, et la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,  
J.-P. GRAEF

Le Ministre de la Culture et de l'Éducation permanente,  
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,  
J. CL. VANCAUWENBERGE

VERTALING

#### MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 96 — 1918

[S - C - 29289]

25 JULI 1996. — Decreet betreffende de opdrachten en betrekkingen  
in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen (1)

De Raad van de Franse gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

#### HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied

**Artikel 1.** Dit decreet is van toepassing op de leden van de categorieën bestuurs- en onderwijzend personeel en opvoedend hulp personeel van de door de Franse Gemeenschap ingerichte Hogescholen en op de gesubsidieerde leden van de categorieën bestuurs- en onderwijzend personeel en opvoedend hulp personeel van de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde Hogescholen, alsmede op de personeelsleden van de categorie administratief personeel van de Hogescholen. Dit decreet is niet van toepassing op de leraars godsdienst.

Zitting 1995-1996 (1)

Documenten van de Raad. — Nr. 94 - nr. 1. — Ontwerp van decreet, nrs 2 t/m 8, 10 en 11. — Amendementen, nr. 9  
Verslag, nr. 12. — Advies van de Raad van State.

Integraal verslag. — Bespreking. Vergadering van 19 juli. — Aanneming. Vergadering van 25 juli.

## HOOFDSTUK II. — Omschrijvingen

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet dient verstaan te worden onder :

1. De Regering: de Regering van de Franse Gemeenschap;
2. Het Decreet: het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen;
3. Koninklijk besluit van 22 maart 1969: Koninklijk besluit tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals gewijzigd.
4. Decreet van 1 februari 1993: decreet tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, zoals gewijzigd;
5. Decreet van 6 juni 1994: decreet tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs, zoals gewijzigd;
6. Hogeschool: Hogeschool bedoeld in artikel 1, 1° van het decreet;
7. Hogeschool van de Franse Gemeenschap: door de Franse Gemeenschap ingerichte Hogeschool;
8. Gesubsidieerde officiële Hogeschool van de Franse Gemeenschap: Hogeschool die onder het gesubsidieerd officieel net ressorteert en werd opgericht door een gemeente, een provincie, de Franse Gemeenschapscommissie of een publieke rechtspersoon;
9. Gesubsidieerde vrije Hogeschool: Hogeschool die onder het gesubsidieerd vrij net ressorteert en werd opgericht in de vorm van een privé-rechtspersoon;
10. Inrichtende macht: inrichtende macht van een onderwijsinstelling zoals bepaald in artikel 2 van de wet d.d. 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.
11. Organieke betrekking: een betrekking die ingericht of gesubsidieerd wordt met inachtneming van de decreets- en reglementsnormen.

## HOOFDSTUK III. — Bestuurs- en onderwijzend personeel

## Afdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 3. Voor de toepassing van dit decreet mogen de bekwaamheidsbewijzen van de personeelsleden diploma's, getuigschriften en nuttige ervaringsjaren zijn, overeenkomstig de van de kracht zijnde wetgeving.

De Regering mag echter op gunstig advies van de Algemene Raad voor Hogescholen aanvaarden dat een algemene beroepsbekendheid of algemene wetenschappelijke bekendheid in verband met het te begeven ambt onder persoonlijke titel, het bekwaamheidsbewijs vervangt.

Voor het onderwijzen van bepaalde materies die ze bepaalt, of voor het uitoefenen van sommige ambten kan de Regering na advies van de Algemene Raad voor hogescholen :

- a) de specifieke aard van sommige bekwaamheidsbewijzen preciseren,
- b) andere bekwaamheidsbewijzen aanvaarden.

Art. 4. De nuttige ervaring bestaat uit de diensten die bewezen werden ofwel in het onderwijs ofwel in een andere dienst van de privé- of openbare sector, ofwel in een ambacht of beroep. De Regering beslist of de nuttige ervaring enige bijdraagt voor de vereiste opleiding te zorgen voor het te begeven ambt en bepaalt de regels volgens welke de nuttige ervaring wordt bewezen.

Art. 5. De ambten die de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van de hogescholen mogen uitoefenen worden hieronder bepaald en ingedeeld in ambten van rang 1, rang 2 en electieve ambten :

## A. Ambten van rang 1

1. Praktijkmeester;
2. Meesterassistent;
3. Docent;

## B. Ambten van rang 2;

1. Eerstaanwendend praktijkmeester;
2. Werkleider
3. Hoogleraar
4. Hoofd studiebureau

## C. Electieve ambten

1. Categorieel directeur
2. Directeur-voorzitter.

Art. 6. De ambten omvatten volledige prestaties of onvolledige prestaties met inachtneming van artikel 4 van het koninklijk besluit d.d. 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs.

De organieke betrekkingen worden of wel als hoofdbetrekking of als bijbetrekking uitgeoefend met inachtneming van artikel 5 van hetzelfde besluit.

Art. 7. § 1 De Regering stelt de wekelijkse opdrachten met volledige prestaties van de praktijkmeesters, meester-assistenten, docenten, eerstaanwezende praktijkmeesters, werkleiders en hoogleraar vast. De minimale opdracht bedraagt 24 uren/week en de maximale opdracht 39 uren/week.

De in lid 1 bedoelde prestaties gebeuren ten gerieve van de Hogeschool en niet noodzakelijk binnen deze Hogeschool. Ze dekken inz., en volgens het geval, de cursussen gegeven aan studentengroepen, de voorbereiding van theoretische colleges, de verbeteringen, de toepassingszittingen, de praktijkwerken, de didactische en andere werkzaamheden die op het leerplan voorkomen, het toezicht op de in het leerplan bepaalde stages, de examens en de beraadslagingen; de voortgezette opleiding van het personeelslid, de toegepaste vorsching, de deelneming aan de verschillende raadsvergaderingen, de remediatieprogramma's, de tutoraatswerkzaamheden en de begeleiding voor het opstellen van de scripties of andere werken.

De opdracht van de in lid 1 bedoelde personeelsleden is deelbaar in tienden van een ambt met volledige prestaties, met uitzondering van die van hoogleraar, die volledig en ondeelbaar is.

De prestaties van het hoofd studie bureau, de categoriale directeur, de directeur-voorzitter omvatten ten minste de openingsuren van de hogeschool

De opdrachten van hoofd studie bureau, categoriaal directeur en directeur-voorzitter zijn volledig en ondeelbaar.

§ 2. De praktijkmeester en de eerstaanwezend praktijkmeester presteren ten hoogste 750 uren per collegejaar.

De meesterassistent presteert ten hoogste 420 uren/collegejaar.

De docent presteert ten hoogste 420 uren/collegejaar.

De werkleider presteert ten hoogste 360 uren/collegejaar.

*Afdeling 2. — De tijdelijke aanstelling of aanwerving, de vaste benoeming of aanwerving en de ambtsverandering.*

#### Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

**Art. 8.** De inrichtende macht bepaalt elke openstaande betrekking waarin ze wenst te voorzien in de hogeschool die ze organiseert. De tijdelijke aanstelling of aanwerving mag pas gebeuren nadat een oproep tot de kandidaten in het *Belgisch Staatsblad* werd bekendgemaakt.

**Art. 9.** Onder openstaande betrekking dient verstaan elke organieke betrekking die niet aan een vastbenoemde of definitief aangeworven personeelslid wordt toegewezen. De in artikel 8 bepaalde bekendmaking omvat de bijzonderheden van de betrokken betrekking : het ambt zoals vermeld in artikel 5 en de opdracht zoals bepaald in artikel 7 worden nauwkeurig omschreven met inachtneming van de regeling inzake de bekwaamheidsbewijzen en de specifieke aard ervan.

#### Onderafdeling 2. — De tijdelijke aanstelling of aanwerving

**Art. 10.** De tijdelijke aanstelling of aanwerving gebeurt door toedoen van de inrichtende macht. Ze gebeurt in de eerste plaats voor een bepaalde duur, ten hoogste voor één academiejaar. Deze aanstelling of aanwerving voor een bepaalde duur is verlengbaar voor één academiejaar ten hoogste.

Na de in lid 1 bepaalde aanstelling(en) of aanwerving(en) wordt het personeelslid dat het voorwerp is van een nieuwe aanstelling of aanwerving aangesteld of aangeworven voor onbepaalde duur.

De aanstelling of aanwerving voor onbepaalde duur mag echter pas gebeuren wanneer de gecumuleerde duur van de aanstellingen of aanwervingen voor een bepaalde duur ten minste één academiejaar bedraagt.

**Art. 11.** Niemand mag tijdelijk worden aangesteld of aangeworven indien hij op het ogenblik van de tijdelijke aanstelling of aanwerving niet voldoet aan volgende voorwaarden :

1° Belg zijn of onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie, behoudens door de Regering toe te kennen vrijstelling;

2° De burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° Houder zijn van een bekwaamheidsbewijs dat in verhouding staat tot het te begeven ambt, met inachtneming van de van kracht zijnde regeling;

4° Bij de indiensttreding een medisch attest overleggen dat niet langer dan zes maanden tevoren werd afgegeven en waaruit blijkt dat de kandidaat in een zodanige gezondheidstoestand verkeert dat hij de gezondheid van de studenten noch die van de andere personeelsleden in gevaar kan brengen.

5° In regel zijn met de wets- en reglementsbevestigingen betreffende de taalregeling;

6° Van onberispelijk gedrag zijn;

7° Voldoen aan de dienstplichtwetten.

Bij zijn eerste aanstelling of zijn eerste aanwerving als tijdelijke in het onderwijs legt het personeelslid de eed af overeenkomstig de door de Regering vastgestelde regels, ter uitvoering van artikel 28, 5° van de wet d.d. 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

#### Onderafdeling 3. — De vaste benoeming of de aanwerving in vast verband en de ambtsverandering.

**Art. 12.** Niemand mag vast benoemd of in vast verband aangeworven worden door de Inrichtende Macht indien hij op het ogenblik van de benoeming of van de aanwerving in vast verband niet voldoet aan volgende voorwaarden :

1° Belg zijn of onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie, behoudens door de Regering toe te kennen vrijstelling;

2° De burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° Houder zijn van een bekwaamheidsbewijs dat in verhouding staat tot het te begeven ambt, met inachtneming van de van kracht zijnde regeling;

4° De vereiste lichamelijke bekwaamheid bezitten die door de Administratieve gezondheidsdienst wordt gecontroleerd;

5° In regel zijn met de wets- en reglementsbevestigingen betreffende de taalregeling;

6° Van onberispelijk gedrag zijn;

7° Voldoen aan de dienstplichtwetten;

8° Aan de bepalingen van artikel 10, § 7, van de wet d.d. 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs voldoen;

9° Als tijdelijke, voor onbepaalde duur aangesteld of aangeworven zijn;

10° Deze betrekking als hoofdambt bekleden.

§ 2 Het in het ambt van meesterassistent benoemde of in vast verband aangeworven personeelslid mag benoemd of in vast verband aangeworven worden in het ambt van docent en, op vrijwillige basis, omgekeerd.

**Art. 13.** § 1 Niemand mag door de inrichtende macht vast benoemd worden in een ambt van rang 2 indien hij op het ogenblik van de vaste benoeming of van de aanwerving in vast verband, niet voldoet aan volgende voorwaarden :

1. Voor het ambt van eerstaanwezend praktijkmeester :

a) vast benoemd of in vast verband aangeworven zijn in het ambt van praktijkmeester;

b) dit ambt tijdens minstens vier jaar hebben uitgeoefend vanaf de vaste benoeming of de aanwerving in vast verband.

2. Voor het ambt van werkleider :

a) vast benoemd of in vast verband aangeworven zijn in het ambt van meesterassistent;

b) dit ambt tijdens ten minste vier jaar uitgeoefend hebben vanaf de vaste benoeming of de aanwerving in vast verband.

3. Voor het ambt van hoogleraar en hoofd studie bureau :

a) vast benoemd of in vast verband aangeworven zijn in het ambt van docent;

b) dit ambt tijdens ten minste vier jaar uitgeoefend hebben vanaf de vaste benoeming of de aanwerving in vast verband.

§ 2 Het in het ambt van hoogleraar benoemde of in vast verband aangeworven personeelslid mag benoemd of in vast verband aangeworven worden in het ambt van hoofd studie bureau en, op vrijwillige basis, omgekeerd.

§ 3 De inrichtende macht is ertoe gehouden de vacante betrekkingen van de ambten van rang 2 aan de in een ambt van rang 1 vast benoemde of in vast verband aangeworven personeelsleden mede te delen.

Art. 14. De Regering bepaalt de berekeningswijze van de in artikel 13 bedoelde anciënniteit.

#### Afdeling 3. — Electieve ambten

Art. 15. De inrichtende macht mag geen kandidaat aanstellen of tot een electief ambt van Directeur-voorzitter of van categoriaal Directeur benoemen die niet voldoet aan één van de volgende voorwaarden :

1° vast benoemd of in vast verband aangeworven zijn in één of meer van de volgende ambten : meesterassistent, docent, werkleider, hoogleraar, hoofd studie bureau;

2° tijdens ten minste 10 jaar één of meer ambten uitgeoefend hebben die in 1° vermeld staan. De laatste twee jaren moeten volbracht zijn in een school ressorterend onder de inrichtende macht waar de betrekking te begeven is;

3° volgens het geval aangesteld zijn door de Regering of de inrichtende macht die hem kiest op een lijst van drie kandidaten, voorgedragen door het Directiecollege voor de Directeur-voorzitter, en volgens het geval aangesteld zijn door de Regering of benoemd zijn door de inrichtende macht die hem kiest op een lijst van drie kandidaten, voorgedragen door het geheel onderwijzend personeel van die betrokken studiecategorie voor de categoriaal Directeur.

Art. 16. De Regering bepaalt de berekeningswijze van de in artikel 15, 2° bedoelde anciënniteit.

#### Afdeling 4. — Administratieve standen en dienststanden

##### Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 17. Het personeelslid verkeert volledig of gedeeltelijk in één van de volgende administratieve of dienststanden :

1° in dienstactiviteit;

2° op non-activiteit;

3° ter beschikking.

##### Onderafdeling 2. — Dienstactiviteit

Art. 18. Het personeelslid is steeds geacht in dienstactiviteit te zijn behoudens formele beschikking die hem in een andere administratieve of dienststand stelt.

Art. 19. Het personeelslid in dienstactiviteit heeft, naar gelang van het geval, recht op de wedde of de wedde-toelage en op de bevordering tot een hogere wedde.

Art. 20. De Regering bepaalt de vakantieregeling van het personeel van de Hogescholen. De personeelsleden hebben recht op ten minste negen vakantieweken per academiejaar.

##### Onderafdeling 3. — Non-activiteit

Art. 21. Het personeelslid is op non-activiteit :

a) wanneer hij onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden, in vredestijd bepaalde legerprestaties uitvoert of wordt gebezigd voor bepaalde taken van openbaar nut bij toepassing van de wet houdende het statuut van de dienstweigeraars;

b) wanneer hij in de hogescholen van de Franse Gemeenschap bij tuchtmaatregel geschorst wordt of wanneer hij in de stand non-activiteit bij tuchtmaatregel wordt gesteld;

c) wanneer hij in de gesubsidieerde vrije Hogescholen geschorst wordt bij tuchtmaatregel of voorlopig wordt geschorst;

d) wanneer hij in de gesubsidieerde officiële Hogescholen getroffen wordt door een van de tuchtstraffen die onder b) worden vermeld;

e) wanneer hij om familiale redenen wordt gemachtigd door zijn inrichtende macht om voor een langdurige periode afwezig te zijn.

Art. 22. Het personeelslid dat in de stand van non-activiteit verkeert heeft geen recht op de wedde of de wedde-toelage, behoudens formele andersluidende bepaling. Indien hij in de stand non-activiteit verkeert omwille van de in artikel 21, b), c) en d) vermelde bepalingen, mag hij zijn bekwaamheidsbewijzen niet doen gelden voor een bevordering in rang noch voor een electief ambt.

Art. 23. Niemand mag in de stand non-activiteit gesteld of gehandhaafd worden na het einde van de maand waarin hij de leeftijd van zestig jaar bereikt indien hij dertig jaar aanvaardbare diensten telt voor de opening van het recht op pensioen.

##### Onderafdeling 4. — Terbeschikkingstelling

Art. 24. Het personeelslid mag ter beschikking worden gesteld onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden :

a) wegens ontstentenis van betrekking;

b) wegens bijzondere opdracht;

c) wegens ziekte of gebrekkigheid die geen definitieve ongeschiktheid voor de dienst tot gevolg heeft, maar een afwezigheid veroorzaakt waarvan de duur langer is dan die van de ziekte- of invaliditeitsverloven;

d) om persoonlijke redenen;

e) om persoonlijke redenen voor het rustpensioen.

Art. 25. Niemand mag in de stand non-activiteit gesteld of gehandhaafd worden na het einde van de maand waarin hij de leeftijd van zestig jaar bereikt indien hij dertig jaar aanvaardbare diensten telt voor de opening van het recht op pensioen.

De bepaling van lid 1 is niet van toepassing op de personeelsleden die wegens bijzondere opdracht ter beschikking werden gesteld.

Art. 26. Wedden of weddetoelagen kunnen worden uitgekeerd aan de ter beschikking gestelde personeelsleden. Deze wedden of weddetoelagen, de uitkeringen en vergoedingen die gewoonlijk worden toegekend aan die personeelsleden, worden onderworpen aan de mobiliteitsregeling van toepassing op de bezoldiging van de personeelsleden in dienstactiviteit.

Art. 27. § 1 Wanneer een personeelslid in de Hogeschool het aantal uren niet meer presteert dat gelijk is aan het aantal uren dat hij op het ogenblik van zijn aanwerving in vast verband of zijn vaste benoeming presteerde, dan wordt hij geacht een gedeeltelijk opdrachtverlies te ondergaan. Het personeelslid dat een gedeeltelijk opdrachtverlies ondergaat blijft ter beschikking van de Hogeschool ten belope van het aantal uren dat overeenstemt met de prestaties die hij uitvoerende voordat hij een gedeeltelijk opdrachtverlies onderging. Hij behoudt het voordeel van zijn wedde of weddetoelage en mag zijn aanspraak doen gelden op een bevordering tot een hogere rang, alsook tot een electief ambt.

§ 2 Met inachtneming van de artikelen 57 en 58 wordt het vast benoemd of in vast verband aangeworven personeelslid wiens betrekking wordt opgeheven, ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking. Het wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld personeelslid blijft ter beschikking van de Hogeschool voor in de artikel 7, § 1 omschreven opdrachten. Hij geniet een wedde of weddetoelage gelijk aan zijn laatste wedde of zijn laatste weddetoelage en mag zijn aanspraak doen gelden op een electief ambt tijdens twee academiejaren. Vanaf het derde academiejaar wordt de wedde of de weddetoelage elk jaar met 10 t.h. verminderd zonder dat ze lager mag zijn dan zoveel keer een dertigste van de wedde als het personeelslid dienstanciënniteit telt op de datum van zijn terbeschikkingstelling. Deze beslissing mag niet tot gevolg hebben dat de wedde of de weddetoelage lager wordt dan het bedrag van de werkloosheidsuitkering waarop het betrokken personeelslid recht zou hebben indien hij de regeling van maatschappelijke zekerheid voor werknemers genoot.

§ 3 Het wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld personeelslid blijft ter beschikking van de Hogeschool ten belope van het aantal uren dat overeenstemt met de prestaties die hij uitvoerende voordat hij ter beschikking werd gesteld. De uitoefening van de taken die de hogeschool hem opdraagt, mag echter niet tot het behoud van de betrekking van het opgeheven ambt leiden. Wanneer de wachtwedde of de wachtweddetoelage van het wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld personeelslid tot een bepaald percentage wordt beperkt, wordt het aantal uren prestaties in dezelfde mate verminderd.

§ 4. Het wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gestelde personeelslid blijft kandidaat voor een verandering van voorlopige aanstelling in een vacante betrekking van een Hogeschool van dezelfde inrichtende macht, vervolgens in hetzelfde net en eindelijk in een Hogeschool van een ander net. De verandering van aanstelling mag echter slechts gebeuren met de toestemming van de inrichtende machten van de twee betrokken Hogescholen. De verandering van voorlopige aanstelling schort de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking op.

Na een academiejaar in de nieuwe Hogeschool mag ervan de aanstellingsverandering definitief maken. In het tegenovergestelde geval mag het betrokken personeelslid teruggaan naar de Hogeschool waar hij wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking werd gesteld.

§ 5 Elk jaar delen de Hogescholen aan de Regering de lijst mee van de wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gestelde personeelsleden waarbij ze de namen preciseren van de kandidaten voor een verandering van aanstelling voor het eerstvolgende academiejaar.

De regering doet aan de verschillende inrichtende machten mee de in lid 1 bedoelde lijst.

#### HOOFDSTUK IV. — Opvoedend hulp personeel

Art. 28. Onverminderd de bepalingen van hoofdstuk II van het koninklijk besluit d.d. 12 augustus 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen aan de personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra mag vanaf het academiejaar 1996-1997 geen betrekking van de categorie van het opvoedend hulp personeel, zoals omschreven in artikel 7 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, geen aanleiding geven tot een tijdelijke aanstelling of aanwerving.

De personeelsleden vast benoemd of in vast verband aangeworven in één van de in lid 1 vermelde ambten behouden het voordeel van hun benoeming of van hun aanwerving in vast verband, alsmede de bevordering in wedde en de weddeschaalherzieningen.

Art. 29. In de instellingen voor hoger onderwijs van het korte type die eveneens secundair onderwijs inrichten zijn de op 1 maart 1996 vast benoemde of in vast verband aangeworven leden van het opvoedend hulp personeel geacht vast benoemd of in vast verband aangeworven te zijn in de instelling voor hoger onderwijs, binnen de perken van het aantal in lid 2 bedoelde betrekkingen. Het aantal betrekkingen wordt bepaald volgens artikel 3 van het koninklijk besluit d.d. 15 april 1977 tot vaststelling van de regels en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulp personeel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs en voor hoger onderwijs, met uitzondering van het universitair onderwijs, op grond van de uitsluitende studentenbevolking van het hoger onderwijs, over de vorige drie jaren met als referentiedatum 1 februari 1994. Wanneer het aantal in lid 1 bedoelde personeelsleden hoger ligt dan het aantal beschikbare betrekkingen, volgens de in lid 2 omschreven berekening, bepaalt de dienstanciënniteit de toedeling van bedoelde betrekkingen.

Art. 30. Tijdens hun bezigheid in de Hogescholen blijven zij aan de bepalingen van de artikelen 17 t/m 27 onderworpen.

**Art. 31.** Zij kunnen aanspraak maken op een aanstellingsverandering naar het secundair onderwijs onder de voorwaarden van artikel 48 van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 en van artikel 29 van het decreet d.d. 6 juni 1994, of op een overplaatsing naar het secundair onderwijs onder de voorwaarden van artikel 41 van het decreet d.d. 1 februari 1993 en van artikel 29 van het decreet d.d. 6 juni 1994.

#### HOOFDSTUK V. — Administratief personeel

**Art. 32.** Met betrekking tot de ambten van de categorie van het administratief personeel, bedoeld in het koninklijk besluit d.d. 29 augustus 1966 tot vaststelling van de ambten van het administratief personeel van de Rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs mag de Regering nieuwe ambten omschrijven die betrekking hebben op het administratief beheer en het boekhoudkundig beheer van de Hogescholen.

Deze ambten worden vastgesteld overeenkomstig de graden van bijlage II van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 10 april 1995 houdende het statuut van de personeelsleden van de Regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap. De wedden worden vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 10 april 1995 houdende het geldelijk statuut van de personeelsleden van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

#### HOOFDSTUK VI. — Wijzigings-, opheffings-, overgangs- en slotbepalingen

##### Afdeling 1. — Wijzigings- en opheffingsbepalingen

**Art. 33.** Onder wervings-, selectie- en bevorderingsambten zoals bedoeld in het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969, het decreet d.d. 1 februari 1993 en het decreet d.d. 6 juni 1994 alsmede in de uitvoeringsbesluiten ervan en in het koninklijk besluit d.d. 13 juni 1976 tot regeling van de toekenning van een toelage aan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel van het rijksonderwijs die voorlopig aangesteld zijn in een selectie- of bevorderingsambt, dient men voor de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel respectievelijk te verstaan, ambten van rang 1, van rang 2 en electieve ambten zoals bedoeld in artikel 5 van dit decreet.

**Art. 34.** Onder assistent zoals bedoeld in artikel 10 van de wet d.d. 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel, van de inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en in het koninklijk besluit d.d. 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen, en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, dient men te verstaan: "meesterassistent".

**Art. 35.** De wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het rijksonderwijs, zoals gewijzigd, is niet van toepassing op de categorieën van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de Hogescholen met uitzondering van de artikelen 1, 6 en 8.

**Art. 36.** Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap, en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, zoals gewijzigd, is niet van toepassing op de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel van de Hogescholen.

**Art. 37.** Onverminderd artikel 31 is het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969, zoals het gewijzigd werd, niet van toepassing op de categorieën van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de Hogescholen van de Franse Gemeenschap, met uitzondering van de artikelen 1 t/m 3 van hoofdstuk III, afdeling 2, de artikelen 18 tot 29bis, de artikelen 30 t/m 44, artikel 51, van de hoofdstukken V, VI van artikel 93, van hoofdstuk VIII, afdeling 4, van de hoofdstukken IX, IXbis, X, de artikelen 160 en 164 c), d) en e); 167, § 2, en van hoofdstuk XI. Op de personeelsleden van het hoger onderwijs van het lange type binnen de Hogescholen zijn de in lid 1 bedoelde bepalingen toepasselijk.

**Art. 38.** Art. 10 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel, van de inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, zoals gewijzigd, is van toepassing op de Hogescholen met inachtneming van de volgende wijzigingen:

- "1. leraar algemene vakken" wordt vervangen door de volgende bepaling: "meesterassistent (algemene vakken)";
- "2. leraar psychologie, opvoedkunde en methodiek" wordt vervangen door de volgende bepaling: "2. meesterassistent (vakken psychologie, opvoedkunde en methodiek)";
- "3. leraar zedenleer" wordt vervangen door de volgende bepaling "meesterassistent (vak zedenleer)";
- "4. leraar bijzondere vakken (specialiteit lichamelijke opvoeding)" wordt vervangen door de volgende bepaling "meesterassistent (vak lichamelijke opvoeding)";
- "5. leraar bijzondere vakken, specialiteit tekenen en plastische opvoeding" wordt door de volgende bepaling "5. meesterassistent (vak tekenen en plastische opvoeding)";
- "6. leraar bijzondere vakken (specialiteit muziek en muziekopvoeding)" wordt vervangen door de volgende bepaling "6. meesterassistent (vak muziek en muziekopvoeding)";
- "7. leraar bijzondere vakken (specialiteit handenarbeid)" wordt vervangen door de volgende bepaling "7. praktijkmeester (vak handenarbeid)";
- "8. leraar bijzondere vakken (specialiteit steno-dactylografie)" wordt vervangen door de volgende bepaling "8. praktijkmeester (vak steno-dactylografie)";
- "9. leraar technische vakken (specialiteit snit en naad)" wordt vervangen door de volgende bepaling "9. praktijkmeester (vak snit en naad)";

- "10. leraar technische vakken (specialiteit huishoudkunde)" wordt vervangen door de volgende bepaling "10. praktijkmeester (vak huishoudkunde)";
- "11. leraar technische vakken (andere specialiteiten)" wordt vervangen door de volgende bepaling "11. meester-assistent (technische vakken)";
- "12. praktijkleraar (specialiteit snit en naad)" wordt vervangen door de volgende bepaling "12. praktijkmeester (vakken snit en naad)";
- "13. praktijkleraar (specialiteit huishoudkunde)" wordt vervangen door de volgende bepaling : "13. praktijkmeester (vak huishoudkunde)";
- "14. praktijkleraar (andere specialiteiten)" wordt vervangen door de volgende bepaling "14. praktijkmeester";
- "15. leraar technische vakken en beroepspraktijk (specialiteit snit en naad)" wordt vervangen door de volgende bepaling "15. praktijkmeester (vakken snit en naad)";
- "16. leraar technische vakken en beroepspraktijk (specialiteit huishoudkunde)" wordt vervangen door de volgende bepaling : "16. praktijkmeester (vak huishoudkunde)" ;
- "17. leraar technische vakken en beroepspraktijk (andere specialiteiten)" wordt vervangen door de volgende bepaling : "17. praktijkmeester";
- "18. leraar artistieke vakken" wordt vervangen door de volgende bepaling "18. praktijkmeester (artistieke vakken)";

Hoofdstuk IIbis van ditzelfde besluit is niet van toepassing op de Hogescholen.

**Art. 39.** In artikel 1 van het ministerieel besluit d.d. 30 april 1969 tot vaststelling van de specificiteit van de vereiste bekwaamheidsbewijzen voor het ambt van leraar algemene vakken in de normaalscholen voor kleuteronderwijzeressen waarvan de onderwijstaal de Franse taal is, worden de woorden "van leraar algemene vakken" vervangen door de woorden "van meesterassistent (algemene vakken)". In het opschrift van ditzelfde besluit worden de woorden "van leraar algemene vakken" vervangen door de woorden "van meesterassistent (algemene vakken)".

**Art. 40.** In artikel 1 van het ministerieel besluit d.d. 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken in de normaalscholen voor kleuteronderwijzeressen waarvan de Franse taal de onderwijstaal is, worden de woorden "van leraar algemene vakken" vervangen door de woorden "van meesterassistent (algemene vakken)". In het opschrift van ditzelfde besluit worden de woorden "van leraar algemene vakken" vervangen door de woorden "van meesterassistent (algemene vakken)".

**Art. 41.** Art. 1 van het koninklijk besluit d.d. 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulp personeel en het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen titularis moeten zijn om in een selectieambt te kunnen worden benoemd, zoals gewijzigd, is niet van toepassing op de Hogescholen.

**Art. 42.** Artikel 1 van het koninklijk besluit d.d. 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een bevorderingsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel der rijksonderwijsinrichtingen, zoals gewijzigd, is niet van toepassing op de Hogescholen.

**Art. 43.** Het koninklijk besluit d.d. 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een bevorderingsambt in de categorie van het opvoedend hulp personeel der rijksonderwijsinrichtingen is niet van toepassing op de Hogescholen.

**Art. 44.** Artikel 1 van het koninklijk besluit d.d. 31 juli 1969 tot vaststelling van de ambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een ambt van de inspectiedienst belast met het toezicht op de rijksonderwijsinrichtingen en op de internaten die van deze inrichtingen afhangen, zoals gewijzigd, is van toepassing op de Hogescholen met inachtneming van de volgende wijzigingen :

- In lid 7 van de tweede kolom worden de woorden "meesterassistent (zedenleer)" ingelast tussen "van de hogere graad en" en "in het niet-universitair hoger onderwijs".

- In lid 9 van de tweede kolom worden de woorden "leraar algemene vakken" vervangen door "meesterassistent (algemene vakken)"; de woorden "(wervings- en selectieambten)" worden vervangen door "(ambten van rang 1 en ambten van rang 2)"; de woorden "onderdirecteur en directeur in het niet-universitair hoger onderwijs van de 1e en 2e graad" worden vervangen door "categoriaal Directeur en Directeur-voorzitter".

- In lid 10 van de tweede kolom worden de woorden "leraar algemene vakken in het niet-universitair hoger onderwijs" vervangen door de woorden "meesterassistent (bijzondere vakken) in het niet-universitair hoger onderwijs", de woorden "onderdirecteur en directeur in het niet-universitair hoger onderwijs van de 1e en 2e graad" worden door "categoriaal Directeur en Directeur-voorzitter" vervangen.

- In lid 11 van de tweede kolom worden de woorden "leraar psychologie, opvoedkunde en methodiek in het (niet-universitair) hoger onderwijs" vervangen door de woorden "meesterassistent psychologie, opvoedkunde en methodiek in het (niet-universitair) hoger onderwijs", de woorden "onderdirecteur en directeur in het (niet-universitair) hoger onderwijs" worden door "categoriaal Directeur en Directeur-voorzitter" vervangen.

**Artikel 45.** Het hoofdstuk E van het koninklijk besluit d.d. 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de staat, zoals gewijzigd, is van toepassing op de Hogescholen met inachtneming van de volgende wijziging : de benaming van de ambten die hieronder in de linkerkolom staat, wordt door de benaming van de rechterkolom vervangen :

leraar algemene vakken	meesterassistent (algemene vakken)
leraar zedenleer	meesterassistent (vak zedenleer)
leraar psychologie, opvoedkunde en methodiek	meesterassistent (vak psychologie, opvoedkunde en methodiek)
leraar technische vakken	meesterassistent (technische vakken)



leraar bijzondere vakken (lichamelijke opvoeding)	meesterassistent bijzondere vakken (lichamelijke opvoeding)
leraar bijzondere vakken (tekenen en plastische opvoeding)	meesterassistent bijzondere vakken (tekenen en plastische opvoeding)
leraar bijzondere vakken (muziek en muziekopvoeding)	meesterassistent bijzondere vakken (muziek en muziekopvoeding)
leraar bijzondere vakken (steno-dactylografie)	meesterassistent bijzondere vakken (steno-dactylografie)
leraar technische vakken en praktijkleraar	praktijkmeester

**Art. 46.** Het koninklijk besluit d.d. 31 juli 1969 tot vaststelling van de regels betreffende de samenstelling van de bevorderingscommissies bedoeld in het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals gewijzigd, is niet van toepassing op de Hogescholen.

**Art. 47.** Het ministerieel besluit van 30 september 1969 tot vaststelling van het model van het inspectieverslag over de stagiairs, zoals bepaald bij artikel 48 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, is niet toepasselijk op de Hogescholen.

**Art. 48.** Art. 10 van de wet d.d. 7 juli 1970 betreffende de algemene structuren van het hoger onderwijs, zoals gewijzigd, is niet van toepassing op de categorie van het bestuurspersoneel van de Hogescholen.

**Art. 49.** Het koninklijk besluit d.d. 23 november 1970 tot vastlegging van de ambtsbevoegdheden van de provisors en onderdirecteurs bij de Rijksonderwijsinrichtingen, is niet van toepassing op de Hogescholen.

**Art. 50.** De hoofdstukken I en II van het koninklijk besluit d.d. 18 januari 1979 genomen ter toepassing van artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals gewijzigd, zijn niet van toepassing op de Hogescholen, met uitzondering van de artikelen 3bis en 3quater t/m 3septies.

**Art. 51.** Het koninklijk besluit d.d. 27 juli 1976 tot reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het gesubsidieerd onderwijs, zoals gewijzigd, is niet van toepassing op de Hogescholen.

**Art. 52.** De artikelen 4 en 5 van het koninklijk besluit nr. 297 d.d. 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, zoals gewijzigd, zijn niet van toepassing op de Hogescholen.

**Art. 53.** Art. 29 van het koninklijk besluit nr. 460 d.d. 17 september 1986 tot vaststelling van het rationalisatieplan en het programmatieplan van het hoger onderwijs van het korte type en tot wijziging van de wetgeving betreffende de organisatie van het hoger onderwijs van het lange type wordt opgeheven.

**Art. 54.** Onverminderd het bepaalde in artikel 31 is het decreet d.d. 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs niet van toepassing op de categorieën van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de gesubsidieerde vrije Hogescholen, met uitzondering van de artikelen 1; 2; 3; § 4, 5 en 6; 4 t/m 8; van hoofdstuk II; van artikel 30, § 3; van de artikelen 31 t/m 39; 42; 47; van hoofdstuk VI; van artikel 67; van de hoofdstukken VIII, IX, X van titel II en van artikel 110, lid 2. Op de personeelsleden van het hoger onderwijs van het lange type in de Hogescholen zijn de in lid 1 bedoelde bepalingen van toepassing, met uitzondering van de bepalingen 34 en 35.

**Art. 55.** Het besluit van de Executieve van Franse Gemeenschap d.d. 17 februari 1993 genomen ter uitvoering van artikel 79 van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, is niet van toepassing op de Hogescholen.

**Art. 56.** Onverminderd het bepaalde van artikel 31 is het decreet d.d. 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs niet van toepassing op de categorieën van het bestuurs- en onderwijzend personeel, en van het opvoedend hulppersoneel van de gesubsidieerde officiële Hogescholen, met uitzondering van de artikelen 1, 1°, 2; 3; 4, 2°, lid 2, 4° en 5°; van hoofdstuk II, van de artikelen 20 t/m 27bis; 30; 34; 55; van de hoofdstukken VII; VIII; IX; X; XII en XIII. Op de personeelsleden van het hoger onderwijs van het lange type in de Hogescholen zijn de in a bedoelde bepalingen van toepassing.

**Art. 57.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 28 augustus 1995 houdende regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, van de reffectatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, in het hoger onderwijs van het korte type en in het kunstonderwijs is niet van toepassing op de Hogescholen, met uitzondering van de artikelen 1, 2, §§ 1, 2, 3 en 8; 5, §§ 1, 2; 6 en 7. Op de personeelsleden van het hoger onderwijs van het lange type in de Hogescholen zijn de in lid 1 bedoelde bepalingen van toepassing.

**Art. 58.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, in het hoger onderwijs van het korte type en in het kunstonderwijs is niet van toepassing op de Hogescholen, met uitzondering van de artikelen 1; 2 § § 1.2; 3 § 2.5.9; 10. Op de personeelsleden van het hoger onderwijs van het lange type zijn de in lid 1 bedoelde bepalingen van toepassing.

## Afdeling 2. — Overgangsbepalingen

**Art. 59.** De personeelsleden, op 1 juli 1997 uiterlijk vast benoemd of in vast verband aangeworven en die voor een tijdelijke aanstelling of aanwerving kandidaat zijn voor een van de volgende ambten : leraar algemene vakken, leraar psychologie, opvoedkunde en methodiek, leraar zedenleer, leraar bijzondere vakken, leraar technische vakken, leraar technische vakken en praktijkleraar, leraar kunstvakken zijn geacht vast benoemd of in vast verband aangeworven te zijn in het in artikel 38 vermelde overeenstemmende ambt.

**Art. 60.** Zolang het in artikel 20 bedoelde besluit niet genomen wordt door de Regering, blijft hoofdstuk I van het koninklijk besluit d.d. 15 januari 1974, genomen ter uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst, die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, van toepassing.

**Art. 61.** Als overgangsmaatregel mogen de bepalingen, respectievelijk vermeld in de artikel 30 k/m 45 van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969, in de artikelen 43; 45 k/m 47 van het decreet d.d. 1 februari 1993 en in de artikelen 31; 33 k/m 36 van het decreet d.d. 6 juni 1994, aanleiding geven tot benoemingen of aanwervingen in vast verband uiterlijk voor 1 juli 1997 in de hogescholen van de Franse Gemeenschap, voor 1 oktober 1996 in de gesubsidieerde vrije Hogescholen en voor 1 november 1996 in de gesubsidieerde officiële Hogescholen.

**Art. 62.** De Regering van de Franse Gemeenschap stelt de datum en de voorwaarden vast waaronder de personeelsleden die een ambt van directeur, onderdirecteur, directiesecretaris en opvoeder-huismeester bekleden in een inrichting voor hoger onderwijs van het korte type van de Franse Gemeenschap, in hoofdbetrekking in vast verband kunnen benoemd worden. Om de in lid 1 bedoelde benoemingsvoorwaarden vast te stellen mag de Regering in het hoger onderwijs van het korte type van de Franse Gemeenschap uitzonderlijk afwijken :

- van de artikelen 1, 4 en 5 van de wet d.d. 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het rijks-onderwijs;
- van de bepalingen van hoofdstuk 5 van de wet d.d. 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs;
- van de artikelen 78, 80, 86 l/m 91, 92 en 97,5° en 8° van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buiten- gewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, alsook van de besluiten die ter uitvoering hiervan werden genomen.

**Art. 63.** Voor de personeelsleden, vast benoemd of geworven vóór de inwerkingtreding van dit decreet en bedoeld in artikel 27 § 1 kan de regering een wijziging van affectatie toestaan zoals bedoeld in § 4 van bedoeld artikel, om uitzonderlijke redenen.

**Art. 64.** In afwijking van artikel 7 presteren de personeelsleden tijdelijk aangesteld of in dienst genomen en vast benoemd of geworven uiterlijk 30 juni 1996 in het ambt van leraar bijzondere vakken, bedoeld in artikel 10, 8° van het besluit van de Executieve d.d. 22 april 1969 tot vaststelling van de bekwaamheidsbewijzen vereist van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch, psychologisch en sociaal personeel van de inrichtingen voor basisonderwijs, buitengewoon, middelbaar, technisch, artistiek en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de internaten die van die inrichtingen afhangen, ten hoogste 480 uur per lesjaar.

**Art. 65.** In afwijking van art. 28 oefenen de bibliothecarissen, uiterlijk 1 september 1996 vastbenoemd of geworven in het hoger onderwijs, op die datum het ambt uit van :

- meesterassistent als zij houder zijn van een hoger diploma van de 2e of 3e graad;
- praktijkmeester als zij niet houder zijn van dat hoger diploma. Zij moeten hoofdzakelijk instaan voor het documentatiecentrum.

## Afdeling 3. — Slotbepalingen

**Art. 66.** De Regering kan de wetten, decreten en reglementen betreffende het in de hogescholen georganiseerde hoger onderwijs coördineren met de bepalingen die ze uitdrukkelijk of impliciet gewijzigd hebben op het ogenblik dat de coördinatie tot stand komt. Daartoe kan ze :

- 1° Volgorde, nummering en algemene inkleiding van de te coördineren bepalingen, in andere afdelingen, wijzigen;
- 2° De referenties in de te coördineren bepalingen wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met de nieuwe nummering;
- 3° de tekst van de te coördineren bepalingen wijzigen om hun overeenstemming te verzekeren en de terminologie eenvormig te maken, zonder afbreuk te doen aan de in die bepalingen vervatte beginselen. De coördinatie zal volgend opschrift krijgen : "decreet betreffende het in de hoge scholen georganiseerde hoger onderwijs, gecoördineerd op ..."

**Art. 67.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 1996, behalve de artikelen 10 l/m 14, die op 1 september 1997 in werking, en artikel 62, dat op 15 juni 1996 uitwerking heeft.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.  
Brussel, 25 juli 1996

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,  
bevoegd voor Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,  
J.-P. GRAPE

De Minister van Cultuur en Volwassenenschooling,  
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE